

Dans le monde de l'argument

Marie-Claude Bourdon

Pourquoi continuer à enseigner la philo aujourd'hui? C'est la question que pose *Inter-*, le magazine de l'UQAM, dans son dernier numéro paru en avril. Georges Leroux, professeur au Département de philosophie, et quelques diplômés de l'UQAM défendent avec conviction la nécessité de cette formation qui se distingue de toutes les autres. «Ce qu'on cherche à développer chez les étudiants, c'est la capacité de penser par eux-mêmes afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle dans la société», dit Pierre Després, professeur au cégep Montmorency.

Pour Georges Leroux, la philosophie est inséparable de la démocratie. Contrairement à la psychologie, à la science politique ou à l'astrophysique, la philosophie ne se contente pas d'exposer un état des connaissances ou de proposer une méthode, souligne-t-il. «Quand on fait de la philosophie, on est dans le monde de l'argument. (...) On apprend tous les principes qui font qu'une démocratie est vivante. Car l'argument est la seule approche possible, sinon c'est la violence.»

À l'occasion de ce numéro d'*Inter-*, le journal a rencontré deux philosophes de l'UQAM dont les travaux abordent des problèmes d'éthique liés au monde contemporain. Directrice des études de premier cycle au Département de philosophie de l'UQAM, Dominique Leydet travaille entre autres sur la démocratie délibérative, une conception de la démocratie qui propose d'intégrer les citoyens à la prise de décisions collectives, par le biais du débat public. Quant à Idil Boran, la dernière recrue du Département, arrivée en juin 2004, elle étudie les problèmes d'éthique soulevés par les avancées de la science dans des domaines aussi divers que la génétique, les tests de nouveaux produits technologiques sur les humains, la recherche spatiale ou l'aménagement des ressources maritimes.



Photo : Michel Giroux

Idil Boran.

Problèmes d'éthique

«Qu'est-ce que la nature humaine, quelle est la place de l'homme dans l'univers? De nos jours, les philosophes s'intéressent beaucoup moins aux grandes questions métaphysiques», affirme Idil Boran. «Aujourd'hui, on se penche plutôt sur des questions de détail concernant la vie, la société ou le fonctionnement des institutions, dans le but de contribuer à formuler des politiques pour rendre le monde meilleur.»

Ce qui intéresse tout particulièrement Idil Boran, c'est la démarche qu'il faut adopter lorsque la science nous place devant des choix difficiles. «Quand on considère le problème de la recherche sur les cellules souches, par exemple, doit-on partir de l'a priori que toute décision devrait être prise en fonction des principes moraux qui nous paraissent justes [exemple: il est moralement inacceptable d'utiliser des embryons humains pour se procurer des cellules souches] ou doit-on adopter une approche conséquentialiste, selon laquelle seules les conséquences de nos décisions doivent nous guider? Ainsi, si on pense que les conséquences seront bonnes pour l'ensemble des gens [exemple: des traitements révolutionnaires permettront de guérir des maladies aujourd'hui in-



Photo : Jean-François Leblanc

Dominique Leydet.

curables comme le diabète ou l'Alzheimer], on pourra reconsidérer notre position a priori et assouplir nos règles.» La philosophie, dit-elle, n'est pas quelque chose d'entièrement détaché ou d'abstrait. «Pour raffiner nos conceptions, il faut un va-et-vient continu entre nos idéaux et l'observation de la réalité.»

Environnement et recherche spatiale

Un autre domaine scientifique, plus inédit, suscite l'intérêt de la philosophe : celui de la recherche spatiale. Depuis quelques décennies, une nouvelle conscience écologique nous amène à essayer d'améliorer notre façon d'interagir avec le monde qui nous entoure pour mieux le préserver. «Cela est très bien», dit la professeure, mais les efforts menés dans le cadre de la conquête spatiale nous obligent à voir encore plus loin. Ainsi, on pense qu'il y aurait peut-être de la vie sur Europa, une lune de Jupiter. En effet, les scientifiques croient qu'il y a de l'eau sous l'océan de glace qui recouvre Europa et que dans cette eau, il pourrait y avoir des formes de vie primitive. Or, comme les instruments utilisés par la recherche spatiale ne sont pas stérilisés, il serait théoriquement possible, si nous parvenions à faire des prélèvements de cette eau, que nous contaminions

avec nos microbes un jeune écosystème qui n'aurait jamais la possibilité de se développer. «Si nous avons des devoirs et des responsabilités envers notre environnement, ne serait-il pas normal d'étendre cette éthique environnementale à d'autres écosystèmes?» demande la philosophe. «Même si on n'a pas encore découvert de nouveaux mondes vivants, peut-être faut-il dès maintenant formuler des principes et se donner des balises pour mieux faire face à l'avenir.»

La société délibérative

Dans nos grandes sociétés modernes, la démocratie directe comme elle se pratiquait à Athènes, où tous les citoyens étaient conviés sur la place publique pour discuter des choses de la cité, n'est plus possible. C'est pourquoi nous élisons des députés chargés de nous représenter au parlement et de délibérer en notre nom. Mais ce système représentatif paraît de plus en plus insatisfaisant, comme en témoigne, au Québec comme ailleurs, la montée de l'influence de la société civile.

«En France comme au Québec, on ne peut plus décider de lancer un projet d'autoroute sans consultation publique», note Dominique Leydet, dont les travaux de recherche portent entre autres sur les modalités d'application du concept de la démocratie délibérative. «L'idée étant que par l'échange d'arguments, on en arrive à la meilleure décision, quelles doivent être les implications institutionnelles de ce concept?» demande la philosophe.

Autrement dit, comment fait-on pour inclure les citoyens? Faut-il se contenter de l'influence du public par le biais des lettres publiées dans les journaux et des appels aux lignes ouvertes des émissions de radio? Faut-il organiser davantage de commissions parlementaires? Faut-il multiplier les référendums? «Dans un monde idéal, où tous les points de vue pertinents seraient considérés également, le débat public devrait conduire à la décision la meilleure et la plus légitime,

dit Dominique Leydet. Mais c'est une chose de discuter d'une question compliquée à 10, 15 ou 100 personnes et une autre que d'avoir un débat dans le grand public, où il existe un risque que l'échange de raisons dégénère en échange de slogans et que le débat fasse place à la manipulation.»

L'art de l'argumentation

La démocratie délibérative repose sur l'idée que la force du meilleur argument vaut mieux que la force du plus fort ou du plus riche, explique Dominique Leydet. «Mais certains font valoir que ce système peut exclure certaines personnes qui ne maîtrisent pas, pour des raisons d'éducation, l'art de l'argumentation. D'autres encore soulignent qu'il repose sur des présupposés culturels qui ne sont pas forcément partagés par tous. Qu'est-ce qu'un bon argument? Est-ce que les autochtones, par exemple, ont la même conception que nous de la valeur des arguments? Qu'est-ce qu'on fait s'ils trouvent, par exemple, que des arguments liés à la tradition et à la terre sont supérieurs aux arguments juridiques?»

Malgré ces limites, il n'y a pas de retour en arrière possible, croit la philosophe. «La crise de confiance envers les élites, conjuguée au fait que les gens sont mieux informés et mieux éduqués fait en sorte qu'il devient de plus en plus difficile pour les gouvernements d'imposer, sans consultation publique, des décisions dont les motifs ne sont pas acceptables pour l'ensemble de la population.» Quand un gouvernement l'oublie, comme on l'a vu au Québec dans les dossiers de la centrale thermique du Suroît, du financement des écoles privées juives ou du CHUM, la population se charge de le lui rappeler ●